



ASSEMBLÉE
NATIONALE

Jean-Paul LECOQ

Député de Seine-Maritime

12, rue Michel Gautier

76600 LE HAVRE

Jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Madame Agnès PANNIER-RUNACHER

Ministre chargée de l'industrie

139 rue de Bercy

75 012 Paris

Le Havre, le 13 septembre 2021.

Objet : Projet de PSE et conflit social, usine OMNOVA SYNTHOMER de Sandouville

Madame la Ministre,

Depuis vendredi 3 septembre, un mouvement de grève des salariés de l'usine Synthomer, ex-Omnova, de Sandouville près du Havre, spécialisée dans la fabrication de polymères synthétiques, illustre malheureusement une nouvelle fois les fortes inquiétudes accompagnant l'application du projet stratégique de ce groupe en France.

En effet, depuis le rachat d'Omnova par le groupe britannique Synthomer en juillet 2020, l'usine de Sandouville est concernée par un plan de transformation accompagné d'une délocalisation des fonctions supports (finances, comptabilité, service clients) et de recherche/développement. Le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) présenté par la direction en avril, prévoyait sur ce volet, 37 départs contraints : 22 sur le site de Villejust dans l'Essonne, siège social de l'entreprise, et 14 sur l'usine de Sandouville.

Le PSE vise également à intégrer une refonte des organisations de travail dans les services en charge de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement (HSE), technique et procédés, maintenance et production. 117 emplois sont concernés par des suppressions ou des modifications, sur les 225 existants.

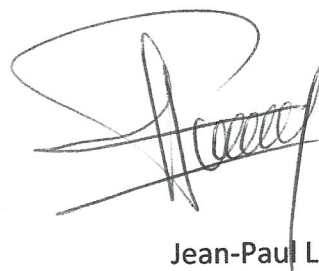
Visiblement fermée à tout dialogue social, la direction a refusé de participer à des réunions avec les représentants du personnel, laissant les salariés et leurs familles en proie avec une forte anxiété, alimentant bien naturellement leur colère.

Etant inquiet face à ce climat délétère imputable à la direction, mais aussi sur les conséquences industrielles désastreuses que pourrait engendrer ce plan social si l'on devait s'en tenir aux objectifs annoncés par ce groupe, je sollicite une intervention immédiate des services de l'Etat. Situation d'autant plus préoccupante et urgente à apaiser qu'elle touche un site SEVESO seuil haut.

Je souhaiterais également que me soit communiqué les aides publiques que cette entreprise a pu percevoir tant dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, que, le cas échéant, du Plan de relance, ou encore en matière de CICE et de Crédit Impôt Recherche (CIR).

A l'heure où la réindustrialisation du pays et la relocalisation des productions sont annoncées dans les objectifs du gouvernement, je suis convaincu que l'Etat ne peut rester silencieux face aux menaces de suppression massive d'emplois sur un site Français qui se porte parfaitement bien sur le plan économique. Je saisis également sur cette situation votre collègue Madame la Ministre Elisabeth BORNE.

Dans ces attentes, je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'expression de mes sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Paul LECOQ', with a large, stylized flourish above the name.

Jean-Paul LECOQ